

## TRANSPORT SELON L'UGCAA

# Près de 50 000 transporteurs clandestins recensés

**Le décret fixant les obligations et les devoirs des chauffeurs de taxi élaboré par le ministère serait «une bonne chose», selon le porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hadj-Tahar Boulénouar. Ce dernier interpelle, par ailleurs, le ministère de tutelle sur le phénomène des transporteurs clandestins.**

Le porte-parole de l'UGCAA affiche, néanmoins, sa satisfaction quant aux mesures prises par le ministère des Transports pour mettre de l'ordre dans le segment du transport des voyageurs.

Dans son évaluation, M. Boulénouar met l'accent sur le nombre accru des accidents de la route qui font plus de 4 000 victimes annuellement. Entre onze et douze personnes meurent quotidiennement sur les routes, rappelle-t-il. Dans la plupart des cas, la responsabilité incombe aux transporteurs et taxis, estime Boulénouar.

«L'état des véhicules et l'excès de vitesse en sont les deux principales causes» souligne-t-il. Mais également d'autres indica-

teurs font état du comportement des chauffeurs.

Ce dernier rapporte, par ailleurs, que 70 000 bus sont recensés au niveau national. Plus de 10 000 dans un état délabré, vétuste, constituent un danger pour les citoyens. Aussi, on dénombre 150 000 taxis en Algérie dont 15 000 ne répondant pas aux conditions liées au confort des usagers.

Un renouvellement du parc automobile serait donc de mise, notera Boulénouar. Ceci limiterait le nombre d'accidents de la route. Autre point soulevé par le porte-parole de l'UGCAA, le problème des transporteurs clandestins. Ils seraient près de 50 000, selon les estimations de l'UGCAA.



Photos : DR

Il existe 50 000 transporteurs clandestins.

Un chiffre qui équivaut au tiers des taxis. «Les clandestins empiètent sur le travail des chauffeurs de taxi, ne paient pas d'impôts et sont à l'origine de plusieurs vols. On se demande où est le rôle de l'Etat. Il faut trouver une solution» tonne notre interlocuteur.

L'UGCAA met en branle une série de propositions tendant à valoriser la profession de trans-

porteur et améliorer le service public. La création d'une commission régionale technique pour fixer les conditions et la demande des lignes de transport est primordiale, dira Boulénouar.

Aussi, l'obligation d'une formation pour les chauffeurs et les receveurs est fondamentale. La formation devrait se faire, selon Boulénouar, dans des auto-écoles spécialisées, ou au

niveau des directions des transports. Ce dernier n'a pas omis de déplorer la gestion «catastrophique» des aéroports et autres stations de bus et de taxis. La responsabilité incomberait aux APC qui, dit-il, «ne jouent pas leur rôle».

L'UGCAA appelle à l'implication des pouvoirs publics pour la sécurisation de ces lieux.

W. Z

## MANQUE D'EAU POTABLE

### À BENI YENNI

## Les comités de village ferment le siège de l'antenne ADE

Elles sont devenues quasi cycliques les contestations populaires contre l'Algérienne des eaux, cette entreprise publique censée gérer et procurer de l'eau potable à ses clients mais qui décidément, ne se manifeste que pour «encaisser les factures de consommation sans se soucier de la disponibilité de ce précieux liquide et encore moins de la qualité de la prestation de service».

C'est ce qu'ont déploré dimanche les comités des villages de la commune de Beni Yenni devant le siège de l'antenne ADE de leur municipalité qu'ils ont tout simplement fermé jusqu'en fin de journée, pour protester contre la pénurie d'eau potable durant trois jours.

Tout a commencé vendredi dernier quand la station de pompage qui alimente la commune de Beni Yenni a cessé de fonctionner suite à un acte de sabotage au niveau de la rivière Ichikar. Les citoyens, restés sans eau durant deux jours, n'ont rien trouvé à redire du fait que le problème est «relativement justifié».

Cependant, leur colère a été attisée quand ils ont découvert que les habitants du village Taourirt Mimoun ont été «fournis en eau potable par leur réservoir qui a desservi pendant douze heures, alors que les autres villages continuent à subir la pénurie», nous a expliqué Boumaza Mohand-Arab, le président de l'APC de Beni Yenni, que nous avons joint par téléphone.

La colère du maire est d'autant plus justifiée que le village «privilegié» par l'ADE se trouve être son propre village, ce qui peut s'apparenter à un avantage au détriment des autres villages de sa commune. Mais les comités de village, connaissant la gestion de l'ADE, n'ont pas été dupes et s'en sont pris immédiatement au responsable local de cette entreprise sur lequel ils ont déversé toute leur colère. «L'ADE ne doit trouver aucun prétexte à avancer pour justifier ses défaillances au niveau de Beni Yenni puisque nous payons nos factures rubis sur l'ongle», tonnera un citoyen parmi les contestataires qui, avant de libérer les lieux, ont menacé de «ne plus payer leurs redevances si l'ADE continue dans ces pratiques peu honorables».

Signalons que le responsable de l'antenne ADE de Beni Yenni est resté injoignable durant la soirée de dimanche et même d'hier. Aux dernières nouvelles, la ligne téléphonique de l'ADE de Beni Yenni est fonctionnelle mais il y a un problème de combiné que «les responsables à Tizi-Ouzou ne veulent pas encore fournir», nous expliquera, ironiquement, un responsable local de cette entreprise.

Sadek Aït-Salem

## FIÈVRE TYPHOÏDE À ANNABA

## Des spécialistes de la prévention sanitaire sur le terrain

**Devant l'ampleur du nombre de cas déclarés et/ou suspectés de la pathologie de fièvre typhoïde (une trentaine jusqu'à hier lundi), une commission de spécialistes de la prévention sanitaire du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière est depuis hier sur le terrain à Annaba. Elle vient renforcer l'équipe locale de praticiens biologistes et spécialistes dans la prévention qui s'est impliquée depuis l'apparition des premiers cas de cette maladie.**

Parallèlement, la cellule de crise présidée par la secrétaire générale de la wilaya et comprenant des représentants de la santé, de l'hydraulique, du bureau d'hygiène communal et de la Société de l'eau et de l'assainissement d'El Tarf et d'Annaba (Seata) tenait quotidiennement des réunions d'évaluation et pour prendre des mesures pour faire face à la situation.

«Je confirme sur la base des multiples prélèvements et analyses effectués en laboratoires, que l'eau potable qui alimente la population des wilayas d'El Tarf et d'Annaba est propre à la consommation, qu'elle n'est d'au-



Une trentaine de cas ont été déclarés.

cun danger pour la santé et que l'enquête actuellement en cours déterminera avec précision les facteurs à l'origine des cas de fièvre typhoïde», a déclaré le premier responsable de la Seata, Tabouchi Abelhalim.

Selon des sources concordantes, les différentes brigades de contrôle en charge du dossier «fièvre typhoïde» d'Annaba orientent leurs investigations bactériologiques vers les vides sanitaires, les fruits et légumes arrosés à l'aide d'eaux usées et autres facteurs de maladies à transmission hydrique (MTH).

Ces cas de fièvre typhoïde pourraient avoir pour origine une

cross-connection, c'est-à-dire le mélange d'une eau usée avec une eau potable suite à un raccordement illicite.

Toutes les opérations de contrôle sur le terrain sont effectuées sous la supervision de la secrétaire générale de la wilaya. Par ailleurs, tant au niveau de la Direction de la santé qu'au service infectieux de l'hôpital Dr Dorbant du Centre hospitalier universitaire d'Annaba, l'heure est à la mobilisation générale.

De nombreux praticiens et autres effectifs du corps médical qui sont en congé ont été invités à rejoindre leur poste de travail.

A. Bouacha